

10 octobre 2015

Manifestation nationale pour l'abrogation de la réforme du collège

SFSDPEP



Confédération Générale du Travail
FORCE OUVRIERE

Le 30 septembre, la ministre de l'Éducation nationale a ajouté « *la dernière pierre à l'édifice* » de sa réforme du collège : l'évaluation et le DNB.

Selon ce projet, la notation chiffrée disciplinaire deviendrait résiduelle et ne compterait plus pour le brevet.

Le DNB n'accorderait plus qu'une part marginale aux matières d'enseignement : 500 points sur 700 seraient consacrés à l'évaluation des huit domaines de compétences du socle et des EPI, seulement 200 à des épreuves disciplinaires.

Après les grilles horaires amputées de l'enseignement disciplinaire et l'interdisciplinarité forcée, après les programmes par cycle dont les progressions et même en partie les contenus seraient décidés localement, cette mesure apparaît comme une nouvelle provocation.

Les professeurs devraient désormais passer des heures et des heures à se concerter sur les progressions de cycle, à définir des projets, à faire sans cesse des bilans de compétences pour leurs élèves, dans le cadre des 1607 heures du décret Hamon.

Ils devraient accepter la mise en place d'une hiérarchie intermédiaire en leur sein et faire le deuil de leur liberté pédagogique individuelle.

Le même jour la ministre affirme son accord avec le rapport de la Cour des Comptes qui dénonce un « *lycée trop cher* ». Elle se félicite que depuis 2008, du fait des différentes réformes dont celle de L. Chatel, le coût en volume horaire par élève ait diminué de 6,5%.

Cette déclaration apporte un nouvel éclairage sur la finalité réelle des réformes actuelles, et tout particulièrement celle du collège.

Le 17 septembre les organisations syndicales ont demandé à être reçues, ensemble, par la ministre. A ce jour, elles n'ont reçu aucune réponse. N. Vallaud-Belkacem a préféré la fuite en avant.

Le 10 octobre 2015, 14 organisations syndicales (SNES-FSU, SNEP-FSU, SNFOLC, SNETAA-FO, SFSDPEP-FO, CGTEduc'action, SNEIP-CGT, SNALC-FGAF, SIES-FAEN, SNCL-FAEN, CNGA et A&D CFE-CGC, SNUEP-FSU) appellent à une manifestation nationale à Paris pour l'abrogation de la réforme du collège. Elles invitent les parents et les associations disciplinaires à s'y joindre.

L'intersyndicale demande à nouveau à être reçue le 10 octobre par la ministre. Elle doit l'être, c'est notre exigence.

L'immense majorité ne veut pas de la réforme du collège. Cette manifestation, par son ampleur et par sa détermination, peut faire date. Nous vous invitons à y participer nombreux. Elle peut contribuer à ouvrir une brèche. L'objectif est de faire reculer le gouvernement.

Rendez-vous à 13h30 RER Port Royal

**La ministre
peut-elle
continuer
à ignorer une
exigence
majoritaire ?**

**Rendez-vous
13h30
RER Port-Royal**